

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2013

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : ES

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure

COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Ce sujet comporte 12 pages numérotées de 1/12 à 12/12.
Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- **Économie approfondie, pages numérotées de 8/12 à 9/12.**
- **Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/12 à 12/12.**

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

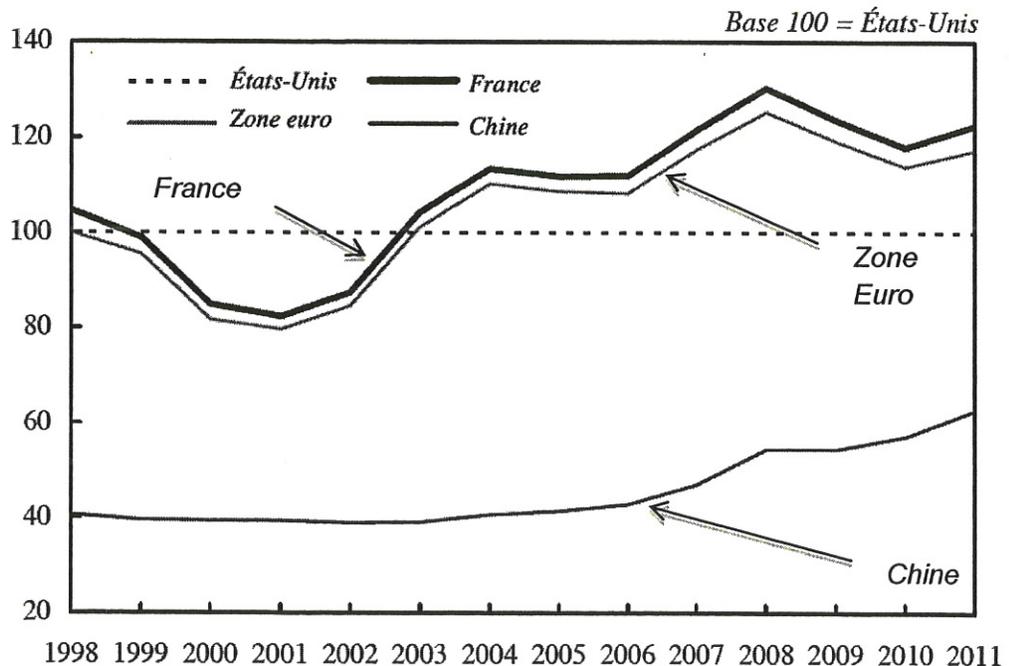
SUJET

Ce sujet comporte trois documents.

Par quelles stratégies les firmes multinationales cherchent-elles à accroître leur compétitivité ?

DOCUMENT 1

Evolution du coût salarial unitaire⁽¹⁾ dans différents pays et dans la zone euro (en indices)

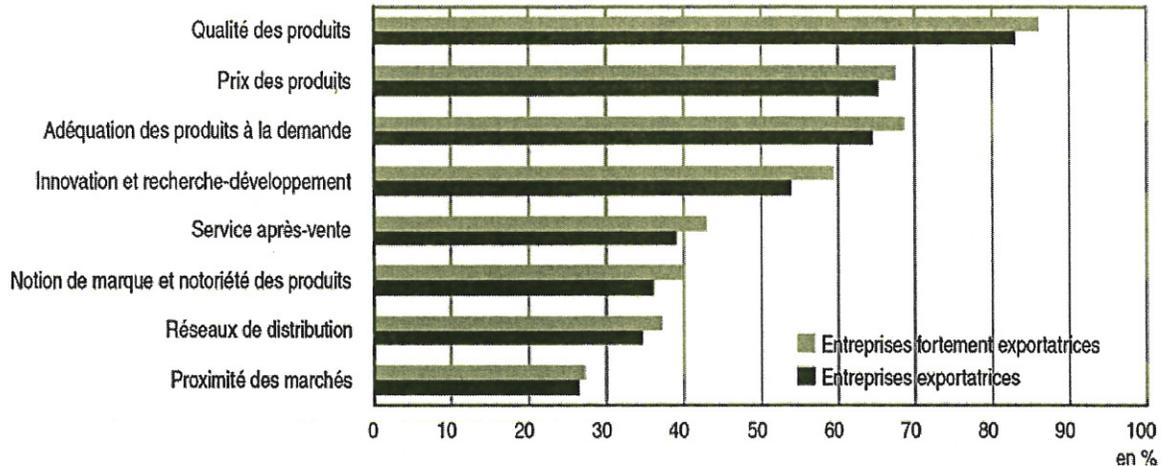


Source : Conseil d'Analyse Economique, 2011.

⁽¹⁾ Coût salarial par unité produite.

DOCUMENT 2

Importance des facteurs déterminant la compétitivité sur les marchés étrangers (Proportion d'entreprises considérant le facteur comme « très important »)



Champ : enquête d'opinion réalisée en France auprès de chefs d'entreprises industrielles exportatrices de 20 salariés ou plus.

Source : INSEE, 2008.

Note de lecture : sur 100 chefs d'entreprises industrielles fortement exportatrices interrogés, 85 jugent que la qualité des produits est un facteur déterminant la compétitivité sur les marchés étrangers.

Note : une entreprise exportatrice est une entreprise qui réalise au moins 5 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Une entreprise fortement exportatrice est une entreprise qui réalise au moins 35 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

DOCUMENT 3

Flux entrants et sortants d'Investissements directs à l'étranger (IDE) ⁽¹⁾
(en millions de dollars courants et en %)

	FLUX ENTRANTS				FLUX SORTANTS			
	2000		2011		2000		2011	
	en millions de dollars	Part en %	en millions de dollars	Part en %	en millions de dollars	Part en %	en millions de dollars	Part en %
Chine	40 714,8	2,9	123 985,0	8,1	915,8	0,1	65 117,0	3,8
France	43 252,3	3,1	40 945,0	2,7	177 448,9	14,5	90 146,0	5,3
Allemagne	198 276,5	14,2	40 402,1	2,7	56 557,0	4,6	54 368,4	3,2
États-Unis	313 997,2	22,4	226 937,0	14,9	142 626,0	11,6	396 656,0	23,4
Monde	1 400 540,6	100,0	1 524 422,2	100,0	1 226 632,8	100,0	1 694 396,1	100,0
<i>dont</i>								
<i>Economies en développement</i>	255 506,0	18,2	684 399,3	44,9	135 116,4	11,0	383 753,7	22,6
<i>Economies développées</i>	1 137 996,2	81,3	747 860,0	49,1	1 088 321,3	88,7	1 237 507,6	73,0
<i>Pays les moins avancés</i>	4 133,3	0,3	15 010,9	1,0	792,3	0,1	3 270,0	0,2

⁽¹⁾ Investissements directs à l'étranger (IDE) : création d'une unité de production à l'étranger ou acquisition d'au moins 10 % du capital d'une entreprise.

Source : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 2012.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties.

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Présentez les trois types d'instruments d'une politique climatique. (3 points)
2. Montrez que le paradoxe d'Anderson peut mettre en évidence une forme de déclassement. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis identifierez les sources de la croissance économique selon les pays sur la période 1985-2010.

Taux de croissance annuels moyens⁽¹⁾, 1985-2010 (en %)

	PIB	Facteur capital	Facteur travail	PGF ⁽²⁾
France	1,8	0,7	0,2	1,0
Irlande	4,4	0,9	0,9	2,7
Etats-Unis	2,6	0,9	0,7	1,1
Italie	1,4	0,8	0,2	0,4
Belgique	2,3	0,7	0,2	1,3
Corée du Sud	6,1	1,7	0,6	3,8

Source : OCDE, 2012.

⁽¹⁾ Certaines données ont été arrondies.

⁽²⁾ PGF : productivité globale des facteurs.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)

Cette partie comporte trois documents.

A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les conflits sociaux peuvent favoriser la cohésion sociale.

DOCUMENT 1

[Certains] engagements ne sont pas guidés par la poursuite d'un intérêt individuel, mais par une forme d'altruisme⁽¹⁾. (...)

Les mouvements sociaux offrent aux individus qui les rejoignent non seulement la confirmation qu'ils agissent conformément à leurs normes et valeurs morales, mais ils leur offrent l'occasion de le faire dans et par la rencontre avec d'autres qui partagent ces mêmes normes et valeurs. L'engagement militant, comme le vote, apparaît comme une manière d'affirmer son identification à un groupe par la revendication et la mise en œuvre de son code moral. (...)

Le réconfort de ne pas être seul mais d'appartenir à un groupe qui partage les mêmes valeurs que soi, le sentiment valorisant d'avoir raison contre les autres, le plaisir retiré de l'activité militante... sont des dimensions souvent sous-estimées, mais pourtant décisives, de l'engagement, au-delà et parfois avant même l'obtention des revendications exprimées.

Source : *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, MATHIEU Lilian, 2004.

⁽¹⁾ Altruisme : capacité à se tourner vers les autres.

DOCUMENT 2

Négociations collectives et grèves dans les entreprises de 10 salariés ou plus en 2009 par branches professionnelles⁽¹⁾ en France

Branches professionnelles	Proportion d'entreprises ayant connu une grève en 2009 (en %)	Proportion d'entreprises ayant engagé une négociation en 2009 (en %)
Secteur sous statut ⁽²⁾	32,3	71,3
Banques, établissements financiers et assurances	8,4	34,7
Métallurgie et sidérurgie	5,0	26,3
Secteur sanitaire et social	3,9	19,2
Agroalimentaire	1,8	15,3
ENSEMBLE	2,2	15,8

Source : DARES, 2011.

⁽¹⁾ Une branche professionnelle regroupe des entreprises (ou des fractions d'entreprise) produisant le même type de produits.

⁽²⁾ Les secteurs sous statut regroupent des entreprises dont une majorité de salariés voient leur situation salariale encadrée par des statuts propres à leur entreprise, et liée à un passé d'établissement public.

Lecture : 5% des entreprises de 10 salariés ou plus de la branche professionnelle « métallurgie et sidérurgie » ont connu une grève en 2009 ; par ailleurs 26,3% des entreprises de 10 salariés ou plus de cette branche ont engagé une négociation collective en 2009.

DOCUMENT 3

Sur des questions comme celles de l'environnement, des rapports entre sexes, des solidarités Nord-Sud, les mouvements sociaux ont joué un rôle pionnier pour introduire dans les débats publics des questions nouvelles, pousser les représentants élus à prendre la mesure d'enjeux collectifs. (...)

Les mouvements sociaux suggèrent (...) la montée d'une exigence de fonctionnement en continu des mécanismes démocratiques. Ils sont porteurs d'une intervention permanente des citoyens sur les enjeux que ceux-ci considèrent comme ayant un impact sensible sur leur vie quotidienne. Parce qu'ils expriment des préoccupations directement vécues, parce qu'ils supposent une forme d'engagement personnel et concret sur un enjeu, les mouvements sociaux participent de façon au moins aussi significative à ce mouvement de refus d'une démocratie exclusivement ramenée à l'échéance électorale.

Source : *Les mutations de la société française*, NEVEU Erik, 2007.

ENSEIGNEMENT DE SPECIALITÉ Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Comment les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?

DOCUMENT

En France, le secteur de l'après-vente automobile totalise un chiffre d'affaires de 30 milliards d'euros hors taxes par an. (...)

Le fonctionnement concurrentiel de ce secteur est très spécifique, notamment en comparaison de celui de la vente de véhicules. En effet, alors que le marché « *primaire* » de la vente de véhicules fait l'objet d'une forte concurrence entre constructeurs automobiles, sur le marché « *secondaire* » de l'après-vente, c'est-à-dire une fois le véhicule acheté, les constructeurs ne sont plus en concurrence directe. (...)

Plusieurs facteurs sont *a priori* susceptibles de limiter la concurrence (...). Du fait de leur qualité d'assembleur, les constructeurs sont les seuls à détenir de façon complète et actualisée l'ensemble des « *informations techniques* » sur les véhicules. Or, la part accrue de l'électronique embarquée complexifie de plus en plus les véhicules, et rend d'autant plus stratégique l'accès aux informations techniques liées à la réparation et à l'entretien des véhicules. Les informations techniques servent par exemple à faire un diagnostic de la défektivité constatée, à identifier les pièces de rechange à remplacer, à connaître les temps de montage ou encore à lire les schémas électriques. (...)

En France, les pièces visibles présentes sur les véhicules (pièces de carrosserie, vitrages, feux, rétroviseurs, etc.) peuvent être protégées au titre du droit des dessins et modèles ou du droit d'auteur. Ces droits de propriété intellectuelle, appliqués aux pièces de rechange, empêchent que soient fabriquées et/ou commercialisées sur le territoire français des pièces concurrentes de celles vendues par le constructeur. Ils confèrent donc au constructeur un monopole de droit effectivement appliqué sur environ 70 % du marché des pièces visibles (...), sur un marché estimé en 2010 entre 1,8 et 2,6 milliards d'euros hors taxes.

Source : « Avis relatif au fonctionnement concurrentiel des secteurs de la réparation et de l'entretien de véhicules et de la fabrication et de la distribution de pièces de rechange »,
Autorité de la concurrence, 2012.

ENSEIGNEMENT DE SPECIALITÉ Économie approfondie

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Comment peut-on expliquer les crises financières ?

DOCUMENT

L'instabilité financière a constitué l'une des principales sources de dysfonctionnement de l'économie mondiale au cours des dernières décennies. On a assisté, en effet, à une accélération des crises financières et à leur généralisation à la plupart des régions de la planète. L'économie mondiale a été secouée par plus de dix crises financières depuis le début des années 1980 (...).

Ces crises financières ont frappé alternativement les pays anciennement industrialisés de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon), mais également les pays en développement (PED), et plus particulièrement la catégorie des pays dits « émergents », c'est-à-dire nouvellement ouverts à la finance internationale.

Les crises financières récentes ont pris des formes différentes (...). Derrière cette diversité apparente, les crises contemporaines ont plusieurs points communs. En premier lieu, leur coût économique et social est le plus souvent considérable, comme le montrent la profonde récession et la montée du chômage qui ont résulté de la crise financière des *subprimes*⁽¹⁾, qui a débuté aux Etats-Unis en 2007 pour se propager dans un grand nombre de pays. En second lieu, cette accélération de l'instabilité financière sous ses différentes formes est directement liée à la montée du poids de la finance dans l'économie mondiale. Un nouveau type de capitalisme - que l'on peut qualifier de capitalisme financier - s'est mis en place dans le dernier quart du XXe siècle qui se caractérise par le rôle dominant joué par les acteurs et les marchés financiers. Parallèlement, les politiques de libéralisation financière ont accéléré le processus de globalisation financière qui a entraîné la création d'un marché unifié de l'argent au niveau planétaire. Ce nouveau capitalisme financiarisé et mondialisé est à l'origine de la montée de l'instabilité financière internationale.

Source : « La stabilité financière peut-elle devenir un bien public mondial ? »,
PLIHON Dominique, *Problèmes économiques*, mars 2011.

⁽¹⁾ *Subprimes* : prêts immobiliers accordés à certains ménages américains.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Montrez que le régime politique français est un régime semi-présidentiel.

DOCUMENT

Article 8

Le Président de la République nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.

Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 12

Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des Présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution.

(...) Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

Article 18

Le Président de la République communique avec les deux assemblées du Parlement par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat. (...)

Article 20

Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.

Il dispose de l'administration et de la force armée.

Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50.

Article 39

L'initiative des lois appartient concurremment⁽¹⁾ au Premier ministre et aux membres du Parlement (...).

Article 45

Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique.

(...) Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée (...), le Premier ministre ou les présidents des deux assemblées agissant conjointement, ont la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire⁽²⁾ chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (...).

Article 49

Le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.

L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure⁽³⁾. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale (...).

Article 50

Lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du Gouvernement.

Source : Extraits de la Constitution française.

⁽¹⁾ Concurrément : ici, conjointement.

⁽²⁾ Commission mixte paritaire : commission composée de sept députés et de sept sénateurs réunis en cas de désaccord persistant entre les assemblées sur un projet ou une proposition de loi et devant permettre d'aboutir à la conciliation des deux assemblées sur un texte commun.

⁽³⁾ Motion de censure : procédure par laquelle l'Assemblée nationale exprime sa défiance envers le Gouvernement et peut le contraindre à se retirer.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Montrez comment la socialisation politique influence les comportements politiques.

DOCUMENT

En France, les travaux d'Annick Percheron fondent l'étude de la socialisation politique primaire. Elle s'intéresse à l'acquisition d'un « outillage politique » au cours du processus de socialisation familiale, ainsi qu'aux composantes explicitement politiques de l'identité sociale de l'enfant construite au cours de cette socialisation, l'identité nationale et l'identification à une famille politique. Anne Muxel poursuit ces travaux en s'intéressant aux jeunes et soutient que la famille, et donc la classe sociale d'origine, restent les « creusets⁽¹⁾ de l'identité politique ». (...)

Les évolutions récentes de la sociologie du militantisme invitent à un double élargissement du regard, vers d'autres pratiques de participation politique que le vote et vers d'autres instances de socialisation politique que la famille.

La socialisation militante est une composante de la socialisation politique. Les instances de socialisation politique primaire, la famille, des expériences de représentation (délégués de classe) ou de vie communautaire (scouts et/ou activités religieuses), sont assurément des lieux de transmission de dispositions au militantisme. S'interroger sur la socialisation à l'engagement, implique de s'intéresser à l'hétérogénéité des cadres de socialisation que rencontrent les individus au cours de leur vie. (...)

Élise Cruzel montre, pour des militants d'Attac⁽²⁾, que la transmission des valeurs politiques de familles de droite ou apolitiques a été mise à l'épreuve par des expériences de ruptures biographiques (un événement ou une crise politique, un éloignement géographique), ou par une socialisation professionnelle (au « travail social »), qui a mis ces militants en contact direct avec d'autres univers sociaux et politiques.

Source : « Socialisation politique », BARGEL Lucie, extrait de *Dictionnaire des mouvements sociaux*, FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PECHU Cécile, 2009.

⁽¹⁾ Creusets : ici, fondements.

⁽²⁾ Attac : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, organisation altermondialiste créée en France en 1998.